

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1971)
Heft: 161

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domainedepublie

161

Bi-mensuel romand
N° 161 12 novembre 1971 Neuvième année

Rédacteur responsable : Pierre-Antoine Goy

Le numéro : 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros :

Pour la Suisse : 12 francs

Pour l'étranger : 15 francs

Changement d'adresse : 50 centimes

Administration, rédaction :

1000 Lausanne 9, Case 142

Chèque postal 10 - 155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A., Renens

Aux articles de ce numéro ont collaboré :

Claude Bossy

Gilbert Baechtold

Bruno Pellaud

Michel Rey

Jean-Claude Favez

Jean-Pierre Ghelfi

Le N° 162 sortira de presse le 23 novembre 1971

Les pertes de la gauche

11 nationalistes, 11 femmes et une conclusion, une seule, pour les socialistes

L'échec de Willy Donzé à Genève pour le Conseil des Etats fait pendant au quasi succès de Jacques Morier-Genoud dans le canton de Vaud. S'il est difficile d'en conclure que l'alliance des socialistes et des communistes a créé une véritable « dynamique » (d'autant que l'addition des restes socialistes et communistes de 1967 donnait déjà un troisième siège genevois au parti du travail) reconnaissions que cette alliance n'a nullement « effrayé » l'électorat romand et alémanique. Mais comme nous le verrons plus loin, il faut procéder à une analyse plus large pour comprendre le bon comportement de l'électorat des partis socialistes romands.

La coalition gouvernementale recule de 14 sièges de 1963 à 1971 (174 et 160). La majorité reste substantielle. Certes, cette baisse ne bénéficie cependant ni à la droite libérale ni à la gauche communiste. Elle se fait au seul profit du centre modéré (Indépendants) ou extrême (nationalistes) qui passent ensemble de 10 à 24 sièges.

N'étaient les échéances internationales, il n'y aurait pas lieu de s'en inquiéter autre mesure. Mais ces quatre prochaines années seront décisives pour la Conférence sur la sécurité en Europe, l'intégration européenne et l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Sur ces deux derniers points, l'opposition nationaliste ne manquera pas de se manifester. Elle aura probablement un grand écho dans la population. Sera-t-il suffisant pour contrarier les intentions du Conseil fédéral ? Cette interrogation est douloureuse.

Parti et mouvement

La définition du centre, en politique, est encore controversée. Nous avions abordé ce problème dans notre numéro 152. Nous avions alors établi une distinction entre le centrisme radical ou démocrate-chrétien, de type électoraliste, qui ne nous intéresse pas, et le centrisme de l'Alliance des Indépendants et du Mouvement national d'action républicaine et sociale, qui est lui idéologique. Chez l'un et l'autre, les contradictions de notre société sont niées, que ce soit au profit d'un capitalisme à but social ou de la défense des vertus nationales. Il est symptomatique qu'ils refusent tous deux l'étiquette de « parti » pour lui préférer celle de « mouvement ». Leur caractéristique est donc bien de s'adresser à des citoyens

dépolitises, c'est-à-dire à des personnes qui se situent sur le plan politique indépendamment des rapports de production (salariés ou patrons).

Les plus politisés

Pour quoi insister sur ce point ? Parce qu'il nous paraît que le résultat de ces élections fédérales apporte en quelque sorte la confirmation expérimentale sans laquelle les théories sont condamnées à le rester.

En effet. Qui sont les perdants de ces élections : les socialistes et les indépendants. Pour les seconds, il n'y a pas lieu d'être surpris. Ils s'adressent au même électorat, rendu inquiet par le développement anarchique de notre société, et qui a donc durci ses positions au cours des quatre dernières années.

Pour les socialistes, par contre, compte tenu de nos remarques antérieures, on pourrait s'en étonner. Le parti socialiste ne se situe-t-il pas dans le cadre des rapports de production ? Ne critique-t-il pas le capitalisme ? Cela est vrai pour les partis cantonaux les plus politisés, qui sont précisément ceux qui ont le mieux résisté à la poussée nationaliste. Voyez les cantons romands et Zurich. Le parti bernois, au contraire, magnifiquement dépolitisé, perd trois sièges. Le parti jurassien, plus politisé, reconquiert lui son siège perdu en 1967. Davantage : c'est le plus politique des deux candidats (Gassmann, Huber) qui l'emporte. Contre-épreuve : les xénophobes nationalistes font des résultats misérables dans le Jura. Autre contre-épreuve : les Bernois préfèrent le politique Villard au « dépolitique » Wüthrich.

Un même combat

Les socialistes alémaniques se trompent lorsqu'ils expliquent que leurs échecs sont dus en premier lieu à leur prise de position contre l'initiative Schwarzenbach. L'extrême-centre est un phénomène sociologique qui croit d'autant mieux que la critique du mode capitaliste de développement de la société industrielle est insuffisante. Cette constatation porte en elle la conclusion à tirer du scrutin des 30 et 31 octobre : l'extrême-centre ne pourra être contenu, voire éliminé, qu'à condition que les socialistes repensent leur critique de notre société, mettent en évidence ses contradictions et re-politisent donc leur électoralat : les classes salariées de la population. La lutte anti-fasciste rejoint le combat anticapitaliste.

L'étude d'une repolitisation de l'électoralat socialiste suisse doit conduire plus loin et plus profond qu'à l'apparentement avec les communistes là où leur parti existe. Même si cet apparentement a pu redonner au moment des élections un sentiment d'unité à nombre de travailleurs romands.

Un grand rire presque confédéral

Une anecdote alémanique qui ne semble pas avoir franchi la Sarine. Dans son film électoral pour la télévision, le PAB a fait appel à un mime. Tous ceux qui l'ont vu ont apprécié les qualités de Dimitri. Ils ont été trompés. Car Dimitri, rentrant d'une tournée en Tchécoslovaquie, a écrit aux « grands politiciens » du PAB pour leur dire que le « petit clown » qu'il était avait certes apprécié d'apprendre qu'on ait pensé à lui, mais qu'il se devait toutefois de préciser qu'il s'agissait d'un autre qui lui avait emprunté son

habit. Le petit clown priait donc les grands politiciens de bien vouloir préciser cela lors de leur prochaine émission. Au PAB, on fut ennuié par cette lettre. Son président, M. Hans Conzett, répondit que l'intention de son parti n'avait pas été d'imiter Dimitri et qu'il n'y avait donc rien à « rectifier ». Mais lorsqu'on apprit ultérieurement que Dimitri avait bel et bien été contacté pour tenir le rôle du mime dans le film du PAB, et qu'il avait refusé, il en résultea un grand rire presque confédéral...

L'économie fribourgeoise

Les élections cantonales fribourgeoises se situent sur la toile de fond d'un développement économique incertain, voir ralenti. Le redressement du canton depuis 1965. L'accroissement démographique tant vanté est un trompe-l'œil. Le taux en a été de 13,3 % de 1960 à 1970. Il est donc inférieur à la moyenne suisse : 15,5 %. Mais l'excédent des naissances est resté supérieur à la même moyenne suisse (8,4 % contre 7,2 %, soit le double du canton de Vaud). Le gain démographique s'explique uniquement par l'ar-

rivée de travailleurs étrangers, qui a compensé les départs de Fribourgeois¹. Alors qu'en 1965, le chiffre du produit social par tête était de 86 % de la moyenne suisse, en 1970 il n'équivaut plus qu'à 81 % de cette moyenne suisse. Or, celle-ci s'est améliorée : dans beaucoup de cantons, l'accroissement du revenu par tête a eu lieu alors même que la population augmentait en chiffres absolus. C'est donc que la

(suite page 2)